

Article 31 du Règlement

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

LE SÉNAT

M. Bob Corbett (Fundy—Royal): Monsieur le Président, j'ai récemment reçu la copie d'une lettre que l'un de mes électeurs, propriétaire d'une petite entreprise de Westfield, au Nouveau-Brunswick, a adressée au sénateur MacEachen.

Mon électeur exhorte le sénateur à appuyer la TPS. Il lui dit:

Je doute fort que les Canadiens appuient le bouleversement et l'incertitude que le Sénat a causés en empêchant l'adoption du projet de loi sur la TPS. Je doute également que les lobbyistes qui se sont adressés à vous aient réellement donné à un Sénat non élu le mandat de rejeter des mesures législatives qui faisaient partie du programme électoral de l'actuel gouvernement majoritaire élu.

Le temps de l'obstruction est révolu. Le Sénat a créé un climat d'incertitude que les entreprises du Canada trouvent inacceptables. Il est temps que les sénateurs libéraux renoncent à leur politique partisane et laissent agir les représentants dûment élus de la population.

Je me demande si le sénateur MacEachen a mentionné le nom de mon électeur sur le parquet du Sénat.

* * *

[Français]

LE SÉNAT

M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne): Monsieur le Président, les gens de ma circonscription sont dégoûtés, comme l'ensemble de la population canadienne, du spectacle ridicule et outrageant des sénateurs libéraux.

Pendant que des travailleurs et des travailleuses du pays se serrent la ceinture et travaillent fort jour après jour pour gagner leur vie, les sénateurs libéraux jouent du kazoo et tapent sur les bureaux, à raison de 65 000 \$ par année.

Pendant que des commerçants et des gens d'affaires travaillent dur pour construire un pays prospère, un pays meilleur, les sénateurs libéraux sonnent les cloches, lisent l'annuaire téléphonique à raison d'une prime quotidienne de 153 \$ qu'ils se sont votée majoritairement lorsqu'ils étaient majoritaires.

Monsieur le Président, s'ils veulent faire des enfantillages, on n'a rien contre, mais qu'ils ne fassent pas payer les travailleurs et les travailleuses honnêtes de ce pays!

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, le projet Rafferty-Alameda ne représente que la partie émergée de l'iceberg lorsqu'on regarde le gouvernement actuel manquer à ses responsabilités en matière de protection de l'environnement. Ce ne sont pas les lignes directrices qui sont faibles, c'est le gouvernement.

Le ministre des Transports ne tient pas compte de la décision du tribunal au sujet du barrage de la rivière Oldman. Le ministre des Pêches et des Océans ne tient pas compte des préoccupations du public et fait une exception dans le cas de la centrale de Point Aconi et du projet d'expansion de l'Alcan. Le ministre des Finances continue de ne pas tenir compte de l'environnement dans sa réforme fiscale et ses budgets. Enfin, sur la question cruciale de la phase II du projet de la baie James, l'ambiguïté règne toujours.

Les Canadiens veulent des mesures concrètes, pas des relations publiques sous forme de belles brochures.

* * *

LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, il y a eu vingt ans ce matin, le gouvernement fédéral invoquait la Loi sur les mesures de guerre. Je venais d'être élu député et j'étais ici lorsque notre chef, Tommy Douglas, a pris la parole pour condamner cette mesure prise par le Parlement.

Aujourd'hui, vingt ans plus tard, beaucoup de questions demeurent sans réponse.

[Français]

Mais nous avons appris deux leçons, monsieur le Président: premièrement, dans une société démocratique, on ne doit jamais utiliser la violence. Et, deuxièmement, le gouvernement a exagéré en imposant la Loi sur les mesures de guerre.

[Traduction]

Monsieur le Président, les quinze députés néo-démocrates, y compris Stanley Knowles, se sont joints à leur